



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale du Havre
Équipe Raffinage Pétrochimie

Arrêté du 29 AOÛT 2025 portant prescriptions complémentaires à la société **TOTALENERGIES ONETECH** relatives à la mise à jour de la liste des installations concernées par la nomenclature des installations classées

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

- Vu le livre V du code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et en particulier l'article L. 513-1 relatif aux installations fonctionnant au bénéfice des droits acquis ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu le décret 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral cadre du 7 mars 2014 autorisant et réglementant les activités exercées par la société TOTALENERGIES ONETECH sur la commune de ROGERVILLE ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-007 du 17 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le courrier de l'exploitant en date du 27 mai 2016 (TRTG/HSE/2016-009) portant sur la mise à jour des rubriques de la nomenclature des installations classées, sur la déclaration d'existence et des droits acquis suite à la parution du décret 2014-285 du 3 mars 2014 ;
- Vu le courrier de l'exploitant en date du 20 février 2024 (TRTG/HSE/2024-001) portant sur la présentation du projet Pilote Tour Aéroréfrigérante ;
- Vu le courrier de l'inspection en date du 26 juin 2024 en réponse au courrier du 20 février 2024 portant sur le projet pilote Tour Aéroréfrigérante ;
- Vu le courrier de l'exploitant en date du 19 décembre 2024 (TRTG/HSE/2024-002) portant sur la prolongation des essais du pilote Tour Aéroréfrigérante ;
- Vu le courriel de l'exploitant en date du 19 février 2025 relatif à la préparation de la visite d'inspection ;
- Vu le courriel de l'exploitant en date du 25 février 2025 relatif à la quantité de gaz fluoré contenue dans ses installations d'extinction ;
- Vu le courriel de l'exploitant en date du 26 février 2025 relatif à la puissance des bancs moteurs ;

- Vu le courriel de l'exploitant en date du 26 février 2025 relatif au poids de gaz fluorés contenus dans ses installations ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 mars 2025 relatif à la visite d'inspection en date du 26 février 2025 ;
- Vu le courrier de l'exploitant en date du 20 juin 2025 (TRTG/HSSEQ/2025-005) relatif à la visite d'inspection en date du 26 février 2025 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 20 août 2025 ;
- Vu la réponse formulée par l'exploitant par courriel en date du 25 août 2025 ;

CONSIDÉRANT :

que la société TOTALENERGIES ONETECH exploite sur le territoire de la commune de ROGERVILLE des installations réglementées au titre de la législation sur les installations classées ;

qu'ont été modifiées ou supprimées les rubriques de la nomenclature des ICPE suivantes : 1111, 1131, 1172, 1173, 1200, 1220, 1412, 1416, 1432, 1433, 1715 et 2920 ;

que ces rubriques sont à supprimer du tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral cadre du site ;

que dans les éléments joints à son courriel du 19 février 2025, l'exploitant a transmis les modifications concernant la nature et les quantités des gaz fluorés visés à la rubrique 1185-2 a) ;

que ces modifications n'entraînent pas changement de régime ;

qu'il convient de mettre à jour la nature et les quantités pour la rubrique 1185-2 a) ;

que concernant la rubrique 1185-2-b), dans ses courriels de février 2025, l'exploitant a indiqué que seize bouteilles de FM 200 contenant 946 kg de gaz fluorés étaient présentes sur le site ;

que dans son courrier en date du 20 juin 2025, l'exploitant indique que suite au renouvellement des gaz fluorés, il ne reste que 287 kg de gaz fluorés, et qu'à partir de 2026 il ne restera qu'une seule bouteille de FM 200 de 69 kg de gaz fluorés ;

que le régime de déclaration applicable à la rubrique 1185-2-b) n'est pas modifié jusqu'à fin 2025, mais que la nature et les quantités autorisées sont à mettre à jour ;

que le régime de déclaration pour la rubrique 1185-2-b) ne sera plus applicable à compter de 2026 ;

que lors de la visite d'inspection du 26 février 2025, l'inspection a pu constater :

- que la chaudière alimentant en fluide caloporteur les pilotes SE1, SE2, SE3 était à l'arrêt, et que la rubrique 2915-2 n'est de fait plus applicable ;
- que le projet pilote de Tour aéroréfrigérante concerné par la rubrique 2921-1 b) est bien de nature provisoire et qu'il présente la même typologie de fonctionnement qu'une tour aéroréfrigérante classique ;

que dans son courrier en date du 20 juin 2025, l'exploitant confirme que le projet pilote de Tour aéroréfrigérante a bien été démantelé ;

que dans son courrier en date du 20 juin 2025, l'exploitant a transmis les justificatifs concernant le démantèlement de la chaudière alimentant en fluide caloporteur les pilotes SE1, SE2, SE3 ;

que dans son courrier en date du 20 juin 2025, l'exploitant a indiqué que concernant la rubrique 2910-A.2., ses installations comprennent deux chaudières de 2,5 MW, une chaudière de 2,324 MW et une chaudière de 540 kW, soit une puissance totale par 7,864 MW ;

qu'il convient de corriger la nature des installations et les quantités autorisées sans impact sur le régime de déclaration avec contrôle périodique du la rubrique 2910-A.2 ;

que concernant la rubrique 2931-1), la nature des installations est à mettre à jour sans impact sur le régime de classement ;

que concernant la rubrique 2931-1), l'exploitant a indiqué que la puissance de l'ensemble des moteurs passe de 8 MW à 3 MW ;

que l'exploitant a indiqué une puissance de 2 050 kW pour l'ensemble des dix bancs d'essais moteurs et de 616 kW pour l'ensemble des cinq bancs à rouleaux ;

que la mise à jour de la nature des installations est sans impact sur le régime de classement de la rubrique 2931-1) ;

qu'en annexe de son courrier en date du 20 juin 2025, l'exploitant a transmis le formulaire Cerfa 15271*03 de déclaration initiale de la rubrique 4711-2 concernant le stockage de 470 kg de catalyseur contenant du nickel sous forme pulvérulente inhalable à 10 %, soit 47 kg ;

que cette quantité détenue relève du régime de la déclaration, et qu'il convient d'ajouter cette rubrique au tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral cadre du site ;

que dans son courrier en date du 20 juin 2025, l'exploitant a indiqué que les quantités de produits inflammables stockées ne sont pas classées au titre des rubriques 4330 et 4331, les quantités stockées étant inférieures aux seuils de déclaration ;

que les stockages de liquides inflammables exploités sur le site sont classés sous la rubrique 4734-2 « Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution » ;

que la quantité de produits pétroliers ainsi stockée est de l'ordre de 1 144 m³ soit environ 1 050 t ;

que cette quantité stockée étant supérieure à 1 000 t, le régime de l'autorisation s'applique pour la rubrique 4734-2 ;

que dans son courrier du 27 mai 2016, l'exploitant avait fait une demande de bénéfice des droits acquis pour la rubrique 4734-2 ;

que le stockage des produits liquides inflammables était initialement classée sous la rubrique 1432-2.a) ;

que la rubrique 4734-2 est à ajouter au tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral cadre du site ;

que dans son courrier en date du 20 juin 2025, l'exploitant a indiqué que ses installations de chargement déchargement de liquides inflammables concernent des installations autorisées, l'alinéa de la rubrique 1434 est modifié par le 2. au lieu du 1-b) ;

que les modifications présentées dans ce cadre ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement ;

qu'une modification des prescriptions réglementaires actuelles doit être réalisée du fait des modifications apportées par l'exploitant, de la situation administrative de l'unité au regard de la dernière visite d'inspection et de l'évolution de la nomenclature des installations classées ;

qu'il y a lieu, en conséquence, de fixer des prescriptions complémentaires pour la société TOTALENERGIES ONETECH sise à ROGERVILLE, conformément aux dispositions prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – OBJET

La société TOTALENERGIES ONETECH, dont le siège social est situé 2 place Jean Miller – La Défense 6 – 92 400 COURBEVOIE, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour l'exploitation des installations de son site de ROGERVILLE.

ARTICLE 2 - AFFICHAGE

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

ARTICLE 3 – SURVEILLANCE

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

ARTICLE 4 – SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du Code de l'environnement.

ARTICLE 5 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6 – INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de ROGERVILLE ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de ROGERVILLE pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de ROGERVILLE fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité ;
3. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 7 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R. 181-48 du code de l'environnement.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ladite décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de le notifier à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

ARTICLE 8 – EXÉCUTION – AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement du Havre, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, la maire de ROGERVILLE, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation est notifiée à l'exploitant.

Fait à Rouen, le **29 AOUT 2025**

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le Secrétaire général
Zohair BOUAOUICHE